

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Forschung
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Internationale Beziehungen
Datum	01.01.1989 - 01.01.2019

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Bernath, Magdalena
Bernet, Samuel
Burgos, Elie
Ehrensperger, Elisabeth
Eperon, Lionel
Füzesséry, Alexandre
Mach, André
Mosimann, Andrea
Pasquier, Emilia
Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Bernath, Magdalena; Bernet, Samuel; Burgos, Elie; Ehrensperger, Elisabeth; Eperon, Lionel; Füzesséry, Alexandre; Mach, André; Mosimann, Andrea; Pasquier, Emilia; Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Forschung, Internationale Beziehungen, 1993 - 2017*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Aussenpolitik	1
Beziehungen zur EU	1
Zwischenstaatliche Beziehungen	1
Bildung, Kultur und Medien	1
Bildung und Forschung	1
Forschung	1

Abkürzungsverzeichnis

BUWAL	Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft
UVEK	Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
EU	Europäische Union
EWR	Europäischer Wirtschaftsraum
EFR	Europäischer Forschungsrat
ETHL	Eidgenössische Technische Hochschule Lausanne
CERN	Europäische Organisation für Kernforschung

OFEFP	Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage
DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
UE	Union européenne
EEE	l'Espace économique européen
CER	Conseil européen de la recherche
EPFL	École polytechnique fédérale de Lausanne
CERN	Organisation européenne pour la Recherche nucléaire

Allgemeine Chronik

Aussenpolitik

Beziehungen zur EU

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 16.01.2004
ELIE BURGOS

Le conseiller fédéral Pascal Couchepin a signé à Bruxelles, le 16 janvier, l'**accord-cadre sur la recherche entre la Suisse et l'Union européenne**. Grâce à cet accord, les chercheurs suisses pourront lancer et diriger des programmes comme leurs homologues européens dans le cadre du 6ème programme-cadre de l'UE. Pour la Suisse, les coûts de cet engagement seront d'environ 210 millions de francs par an. Le parlement avait d'ailleurs déjà accepté en 2002 un crédit en vue de cette participation. Dernier des sept accords bilatéraux signés en 1999, celui-ci a dû sa signature tardive au fait qu'il était le seul à avoir une durée limitée. Les programmes-cadres de l'UE portant sur quatre ans seulement, la Suisse avait négocié sa participation pour 1999-2002. Or, puisque les bilatérales ne sont finalement entrées en vigueur qu'en juillet 2002, il a fallu remettre l'ouvrage sur le métier pour la période 2003-2006. Cet accord est entré en vigueur au 1er janvier de l'année sous revue.¹

Zwischenstaatliche Beziehungen

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 11.07.2007
ELIE BURGOS

Les deux pays ont également signé un Accord de **coopération scientifique** au mois de juillet. A terme un laboratoire japonais sera ouvert sur le site de l'EPFL.²

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 07.12.2007
ELIE BURGOS

La Suisse et l'Afrique du Sud ont également signé un **Accord bilatéral de coopération scientifique et technologique**.³

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 07.05.2008
ELIE BURGOS

La Suisse a signé un **accord de coopération scientifique** avec la Corée du Sud au mois de mai.⁴

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 10.10.2012
EMILIA PASQUIER

Le Conseil fédéral a présenté un message concernant les accords avec la France et le **CERN** sur le droit aux entreprises intervenant sur le domaine de l'Organisation.⁵

Bildung, Kultur und Medien

Bildung und Forschung

Forschung

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 01.04.1993
ANDRÉ MACH

Malgré le rejet par le peuple et les cantons du traité de l'EEE, la **participation de la Suisse aux programmes de recherche et d'éducation de l'UE a pu se poursuivre** grâce à la législation déjà existante. Afin de faciliter l'accès des chercheurs suisses à ces programmes, le Conseil fédéral a débloqué une partie du crédit d'engagement de 477 millions de francs approuvé par les Chambres fédérales en 1992. Redoutée par de nombreux hommes politiques, la marginalisation des chercheurs suisses des programmes de recherche européens est restée bien en deça des craintes initiales. En effet, malgré les conditions d'accès plus difficiles, l'engagement suisse n'a jamais été aussi intense qu'en 1993. Entre janvier 1992 et août 1993, plus de 140 requêtes, soutenues à hauteur de 40 millions de francs par la Confédération, ont été acceptées par les autorités de Bruxelles; ce résultat représente un taux d'acceptation supérieur à la moyenne des pays membres de l'UE. En revanche, les experts suisses ont été exclus des comités de recherche de l'UE, chargés de l'élaboration et de la gestion des programmes.

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 01.05.1994
LIONEL EPERON

En dépit des réticences déjà invoquées, le **Conseil fédéral a adopté en mai le mandat de négociations avec l'UE dans les domaines de la recherche et de l'éducation**. Parallèlement, il a proposé aux Chambres d'octroyer un **crédit d'engagement de 554 millions de francs** pour le financement de la participation de la Suisse aux programmes de recherche et de formation de l'Union européenne pour la période de 1996 à 2000. Sur ce montant global, 397 millions de francs sont destinés à la participation au 4e programme de recherche et développement, alors que 78,3 millions de francs sont prévus pour la participation à des programmes de formation. Quant au solde, il est principalement destiné au financement d'engagements contractés jusqu'à la fin 1996 et qui ne sont pas couverts par le crédit de 477 millions de francs accordé par le parlement en 1992. En raison de l'ampleur de la somme requise et de la situation difficile des finances fédérales, le gouvernement a décidé de compenser les dépenses investies dans la recherche européenne par des déductions faites sur les dépenses helvétiques en la matière. Afin de rassurer les milieux scientifiques et de répondre à l'appel des recteurs des universités, les autorités fédérales ont néanmoins affirmé que la recherche fondamentale et l'aide aux universités ne seront pas touchées. Les déductions envisagées à l'échelle nationale concerneront en premier lieu la recherche orientée et certains petits budgets de recherche répartis dans l'administration fédérale.

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 26.05.1994
LIONEL EPERON

Le Conseil fédéral a rappelé que ce **nouveau crédit d'engagement était indispensable** à la conclusion d'un accord bilatéral sur la participation complète de la Suisse au 4e programme-cadre de recherche de l'UE. Celui-ci couvrira la période 1995 à 1998 et bénéficiera d'un **budget massivement relevé** par rapport au 3e programme (12,3 milliards d'ECU contre 5,7 milliards). Quant au domaine de la formation, le crédit d'ensemble est destiné à financer la participation de la Suisse aux nouveaux programmes quinquennaux LEONARDO (formation professionnelle et formation continue, prenant en outre la relève du programme Comett qui est arrivé à échéance à la fin 1994), SOCRATES (enseignement scolaire et supérieur, prenant en outre la relève du programme Erasmus, arrivé lui aussi à échéance à la fin de l'année sous revue) et «Jeunesse pour l'Europe III». Pour assurer la base légale de l'accord bilatéral en matière de formation et son financement, le Conseil fédéral a rappelé, par ailleurs, qu'il était nécessaire de proroger jusqu'à la fin 2000 l'arrêté fédéral relatif à la coopération internationale en matière d'enseignement supérieur et de mobilité. Etant donné qu'aucune négociation n'a encore pu être entamée avec l'UE dans le domaine de l'éducation, le programme COMETT s'est achevé pour la Suisse à la fin de l'année sous revue; aucun programme n'en prend la relève. En ce qui concerne ERASMUS, des échanges d'étudiants devraient encore se poursuivre jusqu'en 1995/96. ⁶

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 10.06.1995
ALEXANDRE FÜZESSÉRY

Le **principal obstacle à la conclusion d'un accord** aura toutefois résidé dans le refus de principe de l'UE de signer un quelconque accord sectoriel dans le domaine de la recherche tant que les autres négociations sectorielles – et notamment celles sur la libre circulation des personnes et celles sur les transports – ne trouvent une issue satisfaisante. Face à cet enlisement des tractations, les autorités helvétiques se sont demandé si les efforts de négociations ne devaient pas être désormais concentrés non plus sur le 4e programme-cadre – entamé en 1995 et auquel les chercheurs suisses ne pourraient, dans le meilleur des cas, participer que dans une phase terminale – mais sur celui qui lui succédera pendant la période 1999-2002. ⁷

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 07.12.1998
ELISABETH EHRENSPERGER

Das **bilaterale Forschungsabkommen Schweiz – EU** gelangte dank dem Abschluss der bilateralen Verhandlungen mit der EU bei den anderen Dossiers anfangs Dezember zum Durchbruch. Der Vertrag, der vor zwei Jahren ausgehandelt worden war und der für das 4. EU-Rahmenprogramm eine volle und weitgehend gleichberechtigte Teilnahme von Schweizer Partnern in EU-Projekten vorsah, kann damit fast unverändert auf das 5. EU-Rahmenprogramm 1999-2002 umgeschrieben und auf den 1. Januar des Jahres, das der Inkraftsetzung der Verträge mit der EU folgt, auch finanziell wirksam werden. ⁸

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 05.05.1999
ELISABETH EHRENSPERGER

Durch das **bilaterale Abkommen** zwischen der Schweiz und der EU im Bereich der Forschung wurde der Schweizer Wissenschaft eine beinahe gleichberechtigte Teilnahme an den europäischen Rahmenprogrammen ermöglicht. Das noch bis 2002 laufende **5. Rahmenprogramm der EU** umfasst ein Budget von rund CHF 24 Mrd. Mit dem Inkrafttreten des EU-Abkommens wird die Schweiz jährlich CHF 205 Mio. in den EU-Forschungsfonds einzahlen müssen. Dafür erhält sie Zugang zu allen Forschungsergebnissen sowie Zutritt zum Programmausschuss und anderen Gremien: Die **Planung des 6. Rahmenprogramms** kann sie also mitgestalten, als Nicht-EU-Mitglied jedoch am Schluss nicht darüber abstimmen. Als wichtigste Verbesserung wird es für die Schweizer Forscherinnen und Forscher dank den bilateralen Verträgen möglich, sich nicht nur an Projekten zu beteiligen, sondern diese auch zu lancieren und zu leiten. Bei den wissenschaftlichen und industriellen Organisationen, den Parteien und Wirtschaftsverbänden war das Abkommen unbestritten und wurde von der Bundesversammlung oppositionslos angenommen. Vom Parlament bewilligt wurde auch ein Kredit von CHF 432 Mio. für die **Finanzierung der Vollbeteiligung** der Schweiz an den Programmen der EU im Bereich der Forschung, der technologischen Entwicklung und der Demonstration (einschliesslich EURATOM) in den Jahren 2001 und 2002.⁹

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 08.06.2000
ELISABETH EHRENSPERGER

Mit der Annahme der sieben **bilateralen Verträge mit der Europäischen Union (EU)** in der Volksabstimmung vom 21. Mai sagte die Schweizer Bevölkerung auch Ja zum kaum bestrittenen Forschungsabkommen zwischen der Schweiz und der EU. Gesichert wurde dadurch die Teilnahme am laufenden 5. EU-Forschungsprogramm sowie die Mitgestaltung der Planung des 6. EU-Rahmenabkommens. In Gesprächen mit dem für Forschung und Bildung zuständigen EU-Kommissar Philippe Busquin diskutierte Staatssekretär Kleiber in Brüssel die Modalitäten für die Umsetzung der Bildungsprogramme, falls diese wegen des noch hängigen Ratifikationsverfahrens mit den 15 EU-Mitgliedstaaten nicht auf den 1.1.01 rechtswirksam werden könnten. Busquin sicherte Kleiber eine angemessene – allenfalls informelle – Beteiligung der interessierten Schweizer Stellen an der ab Herbst zu führenden Diskussion über die Planung des 6. Forschungsprogrammes zu.¹⁰

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 12.10.2000
ELISABETH EHRENSPERGER

Seit Oktober führt die Schweiz ein Wissenschaftskonsulat in den Vereinigten Staaten. Das **Swiss House for Advanced Research and Education (Share)** in Cambridge (Boston) hat zum Ziel, den rund 500 jährlich zu Weiterbildungszwecken in Boston weilenden schweizerischen Studienabgängerinnen und -abgängern den Kontakt zu Lehre, Institutionen und Wirtschaft in der Schweiz zu ermöglichen. Dahinter steht der Versuch, die zunehmende Abwanderung von Schweizer Forscherinnen und Forschern – das sogenannte „brain drain“ – und damit der Verlust von Humankapital einzudämmen. Der Bund beteiligte sich nur hälftig an der Finanzierung des Swiss House; das restliche Budget wird mittels privater Finanzierung gesichert.¹¹

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 25.10.2000
ELISABETH EHRENSPERGER

Zu hitzigen Debatten mit anschliessendem Eklat führte die vom BUWAL initiierte Veranstaltungsreihe **„Internationales Forum Gentechnologie“**, bei der es gemäss BUWAL um die Vertiefung des Wissens über die Gentechnologie auf hohem Niveau und unter Beteiligung international bekannter und kompetenter Fachleute gehen sollte. Von den vier geplanten Veranstaltungen fand schliesslich nur die erste statt. An dieser hatten die Ausführungen von Jeremy Rifkin, US-amerikanischer Gentechnik-Kritiker, bei Gentech-Befürwortern – so insbesondere bei Nobelpreisträger Rolf Zinkernagel – heftige Reaktionen und diverse Protestschreiben an den Bundesrat provoziert. Zinkernagel warf Rifkin vor, unwissenschaftlich zu argumentieren und die Gentechnik regelrecht zu verteufeln. Dem BUWAL unterstellte Zinkernagel einseitiges Sponsoring, habe sich das Amt doch Rifkins Auftritt rund 30'000 Fr. kosten lassen. Das UVEK begründete seinen Entscheid zum Abbruch der ursprünglich als fruchtbarer Dialog gedachten Veranstaltungsreihe einerseits mit den hohen Kosten, andererseits mit der Fruchtlosigkeit der Kontroverse.¹²

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 14.12.2000
ELISABETH EHRENSPERGER

Die Schweiz beteiligte sich finanziell am **Wissenschaftskolleg in Berlin**, das renommierten Forscherinnen und Forschern aus einem internationalen Kreis die Gelegenheit bietet, innerhalb eines akademischen Jahres ohne äusseren Druck über selbstgewählte Themen forschen zu können. Die Internationalisierung von Wissenschaft und Forschung sowie die Entwicklung eines europäischen Netzwerkes für Spitzenforschung wurden von Staatssekretär Kleiber als zentrale Gründe für die Beteiligung vorgebracht.¹³

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 31.03.2001
ELISABETH EHRENSPERGER

Direkte Auswirkungen auf die Zusammenarbeit der Schweiz mit der EU im Bereich Forschung und Entwicklung hatte die Verzögerung der **Ratifizierung der bilateralen Verträge** zwischen der Schweiz und der EU durch die EU-Mitgliedstaaten. Da die entsprechenden finanziellen Abkommen betreffend die Beteiligung der Schweiz an den EU-Rahmenprogrammen frühestens auf Anfang 2003 in Kraft treten können, falls die Bilateralen wie erwartet im Verlauf des Jahres 2002 rechtsgültig werden, war eine Vollbeteiligung der Schweiz am auslaufenden fünften Rahmenprogramm nicht mehr möglich. Hingegen schien die Vollbeteiligung der Schweiz am sechsten Rahmenprogramm von Beginn dessen Laufzeit an gesichert zu sein – die Einhaltung des EU-Fahrplans vorausgesetzt. Eine Vollbeteiligung ist dahingehend von grosser Bedeutung, als dass sie hiesigen Forscherinnen und Forschern die Koordination von Projekten und Teilprogrammen selbst erlaubt.¹⁴

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 18.11.2003
ELISABETH EHRENSPERGER

Mit der Aufstockung der Mittel im BFT-Bereich war auch eine verstärkte Präsenz der Schweiz auf internationaler Ebene angestrebt worden. Zu diesem Zwecke wurde gegen Ende des Berichtsjahres in San Francisco das neue Haus der Schweizer Wissenschaft **Swissnex** als Produkt einer Zusammenarbeit des Innen- und Aussenministeriums (EDI und EDA) eröffnet. Swissnex sollte in den vier Bereichen Wissenschaft/Ausbildung, Technologie, Innovation und Kunst tätig werden und stand für den erfolgreichen Aufbau von Spezialisten-Netzwerken aus der Schweiz und dem westlichen Teil Nordamerikas sowie für eine Finanzierungs-Synthese von öffentlicher Hand und privaten Geldgebern. Nach den Schweizer Häusern in Boston und Washington war Swissnex das dritte Projekt zur Förderung der Schweizer Präsenz in Nordamerika. Geplant waren ähnliche Projekte in China und Indien.¹⁵

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 19.07.2005
MAGDALENA BERNATH

Anfang Jahr diskutierte Staatssekretär Kleiber mit Mitgliedern der EU-Kommission die künftige Zusammenarbeit innerhalb des entstehenden europäischen Bildungs- und Forschungsraums. Zur Sprache kam die Assoziierung der Schweiz an das **7. Rahmenforschungsprogramm der EU für die Jahre 2007-2013** sowie die volle Teilnahme der Schweiz an den EU-Bildungsprogrammen ab 2007. Offen ist die Höhe des von der Schweiz zu leistenden finanziellen Beitrags. Die EU-Kommission möchte das Forschungsbudget im EU-Haushalt verdoppeln, was zur Folge hätte, dass sich auch der Schweizer Beitrag von jährlich 220 Mio auf 440 Mio Fr. erhöhte. Mit dem neuen Rahmenprogramm richtete die Kommission auch einen unabhängigen Europäischen Forschungsrat (ERC) ein. Dieser übernimmt in der europäischen Forschung eine vergleichbare Rolle wie in der Schweiz der Nationalfonds. Im Juli wurde der Schweizer Nobelpreisträger Rolf Zinkernagel in den 22-köpfigen ECR gewählt. In seiner Antwort auf eine Interpellation Randegger (fdp, BS) hielt der Bundesrat fest, dass eine finanzpolitische Beurteilung der Konsequenzen der Beteiligung der Schweiz am 7. Forschungsrahmenprogramm erst nach Vorliegen der Budgetentscheide der EU möglich sei. Er betonte aber, dass die EU-Rahmenprogramme die nationale Forschungsförderung und damit namentlich den SNF und die KTI grundsätzlich nicht ersetzen könnten, da die Schweiz neben der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit auch spezifische Anliegen an die Forschung habe.¹⁶

INTERNATIONALE BEZIEHUNGENDATUM: 03.03.2008
ANDREA MOSIMANN

Im Berichtsjahr unterzeichnete die Schweiz ein Rahmenabkommen zur Verstärkung der wissenschaftlichen **Kooperation mit Slowenien**. Die Vereinbarung soll gemeinsame Forschungsprojekte erleichtern sowie gegenseitige Besuche, die Einberufung von Konferenzen und den wissenschaftlichen Austausch fördern.¹⁷

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 03.04.2009
ANDREA MOSIMANN

Die Schweiz verstärkt ihre **Zusammenarbeit mit der USA** in Wissenschaft und Technologie. Im April unterzeichnete der Bundesrat in Washington ein entsprechendes Rahmenabkommen. Mit der Kooperationsvereinbarung wird die Ein- und Ausreise für Forscher, die an gemeinsamen Programmen arbeiten, erleichtert. Zudem sollen die Ein- und Ausfuhrbestimmungen für die in den Projekten verwendeten Materialien gelockert werden.¹⁸

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 20.10.2012
GUILLAUME ZUMOFEN

L'Agence spatiale européenne (ESA) a donné son feu vert à la Suisse pour le lancement en 2017 d'un **nouveau satellite**, dénommé « Cheops », qui a pour objectif d'étudier les exoplanètes situées dans le voisinage du système solaire.¹⁹

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 09.07.2014
GUILLAUME ZUMOFEN

Le **Human Brain Project (HBP)**, immense programme de recherche européen, qui possède un fonds de 1,2 milliards afin d'étudier le fonctionnement du cerveau humain, a dû faire face à une météo tumultueuse en 2014. Non seulement, il a dû affronter des perturbations externes, répercussions de la votation du 9 février 2014, mais il a aussi vu naître des tensions internes au projet. Alors que certains nuages s'étaient accumulés dès le début du projet, une lettre ouverte signée par plus de 130 chercheurs en neurosciences a été adressée à la Commission européenne, afin de dénoncer la ligne directrice dessinée par la direction du HBP. Si ces neuroscientifiques partagent avec le HBP l'ambition d'élucider les mystères du cerveau, ils regrettent une approche trop modélisante, axée sur les données et l'informatique. Cette fronde précise que le cerveau est un organe en constante évolution qu'il n'est pas possible de comprendre à travers un simple modèle. Par conséquent, un médiateur indépendant, l'Allemand Wolfgang Marquardt, a reçu la tâche de concilier ces deux factions qui ont émergé au cœur du projet.²⁰

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 01.01.2017
SAMUEL BERNET

Nachdem der Bundesrat im Dezember 2016 das Protokoll zur Erweiterung der Personenfreizügigkeit auf Kroatien ratifiziert hatte, erfüllte die Schweiz die Bedingungen für eine **Vollassoziierung an Horizon 2020**. Ab dem 1. Januar 2017 konnte die Schweiz deshalb wieder umfassend an Horizon 2020 teilnehmen.²¹

1) FF, 2004, p. 241 ss.; presse du 17.1.04; LT, 17.9.04.

2) Presse du 11.7.07.

3) Communiqué de presse du CF, 7.12.07.

4) LT, 7.5.08.

5) FF, 2012, p. 7839ss.

6) FF, 1994, III, p. 1429 ss.; Presse du 26.5.94.

7) BaZ et LZ, 13.1.95; NZZ et LZ, 10.3.95; BZ, 10.6.95; AT, 31.10.95; TA, 3.11.95

8) BBW Journal, 1999, Nr. 1, S. 2; NZZ, 7.12.98

9) AB SR, 1999, S. 645; AB NR, 1999, S. 1579 f.; BBI, 1999, S. 6489 ff.; BBI, 1999, S. 8856; Amtl. Bull. StR, 1999, S. 645; Amtl. Bull. NR, 1999, S. 1580; Bund, 14.4.00; BaZ, 22.4.00; SHZ, 5.5.99; AZ, 9.8.99; TA, 6.9.99; SGT, 13.9.99

10) BaZ, 22.4.00; 24h, 5.5.00; SPJ 1999, S. 324. Siehe auch oben, Teil I, 2 (Europe: UE).85; Presse vom 08.06.00; Presse vom 14.04.00

11) Presse vom 12.10.00; TA, 17.8.00; SGT, 19.10.00; NZZ, 9.11.00.

12) TA, 10.6., 14.6. und 21.10.00; Ww, 15.6.00; NZZ, 23.10.00; Bund, 25.10.00.

13) LT, 13.12.00.; Presse vom 14.12.00

14) Presse vom 31.03.01; Vision, 4/2001, S. 45.

15) BaZ, 14.11.03; NZZ, 17.11.03; TG, 18.11.03.

16) AB NR, 2005, Beilagen I, S. 392 ff.; NZZ und QJ, 19.1.05.; Presse vom 19.07.05

17) NZZ, 3.3.08.

18) NZZ, 3.4.09.

19) NZZ, 20.10.12; BZ, 24.11.12.

20) LT, 8.7.14; NZZ, TG, 9.7.14; TG, 10.7., 11.7.14; WW, 16.7.14; TG, 22.7., 15.9., 1.10.14

21) Medienmitteilung EJPd vom 16.12.16